

# L'Alliance Nationale

Organe de la Société de secours mutuels "L'Alliance Nationale"

VINCIT CONCORDIA FRATRUM

Vol. XIV, No 3.

Montréal, Mars 1908.

50 cts par an.

## Un Moment de Réflexion

Voilà une semaine, un ami m'arrive pour m'apprendre qu'il était à fonder un campement (ou succursale) d'une certaine société américaine, dans la localité où je réside. Sachant que je m'occupe beaucoup de mutualité il venait m'offrir le poste de secrétaire-archiviste.

—Je vais réussir au-delà de mes espérances, me dit-il, car j'ai déjà enrôlé trente-deux membres.

—Comment, tu as trouvé trente-deux compatriotes prêts à faire partie d'une institution qu'ils ne connaissent que de nom et dont le siège social est très éloigné. Voyons! par quel miracle en es-tu arrivé là?

—J'attribue mon succès, en premier lieu, au fait que cette société est américaine, notre peuple ayant généralement une sympathie irraisonnée pour les institutions des États-Unis; ensuite, à ce que cette société est secrète, le mystère possède toujours de l'attrait; enfin, à ce que les officiers et les sociétaires doivent revêtir de jolis costumes durant les assemblées.

—Et c'est en exploitant la frivolité et les erreurs de jugement de nos compatriotes que tu veux introduire cette association étrangère parmi nous! Sais-tu bien que je te croyais plus patriote, plus pratique et plus sérieux que cela!

Oh! ne te récrie pas! Ecoute plus tôt mes raisons et tu me diras ensuite si j'ai tort.

La mutualité anglo-saxonne ou anglo-américaine a du bon, pour les peuples de langue anglaise et protestants, seulement, nous avons aussi nos associations et elles ne le cèdent en rien à leurs soeurs, tant sous le rapport de la solidité que sous celui de l'aide qu'elles procurent à leurs membres. De ces sociétés, les nôtres, il en existe quatre en Canada et deux aux États-Unis, nous ne sommes donc pas

excusables de nous adresser aux autres races, surtout quand on songe que les têtes dirigeantes des autres institutions ne sont pas catholiques, qu'elles ne parlent pas français et qu'elles ne peuvent pas, conséquemment, partager nos idées sur plusieurs questions d'un intérêt primordial, pour nous.

Un pays qui est jeune comme le nôtre a un besoin continu de capitaux pour ses industries et son commerce. Ces capitaux il doit les trouver en grande partie dans les banques, les compagnies d'assurances et les sociétés de secours mutuels, parce que c'est dans ces institutions que les gens portent leurs économies et qu'elles y séjournent le plus longtemps. Mais pour cela, il faut que ces institutions soient du pays, car autrement nos épargnes prennent le chemin de l'étranger, elles vont acheter des matières premières pour les manufactures de nos voisins; elles vont payer le salaire des ouvriers étrangers; elles vont faciliter les affaires des autres au détriment des nôtres. Voyons! est-ce juste, cela? Tu réunis un certain nombre de tes amis, tu leur offres une chose qui vient de l'étranger alors qu'elle existe pareillement en Canada. En ce faisant tu forces tes amis à expédier, chaque mois, cinquante dollars, au moins, qu'ils ont gagné ici et dont nos industries et notre commerce seront privés pour longtemps, sinon pour toujours, car tes amis s'apercevront bientôt qu'ils ont fait une erreur, ils comprendront bientôt qu'ils ne sont pas à leur place dans cette société et ils la quitteront, petit à petit. Et l'argent qu'ils auront envoyé là-bas, y restera. Ce sera donc autant de perdu pour nos affaires, pour nos ouvriers.

Un pays vigoureux comme les États-Unis, ou ancien comme la France, peut se permettre de prêter ou d'envoyer ses capitaux ailleurs, sans que cela lui fasse tort, mais un jeune pays comme le Canada ne peut pas agir ainsi. Chaque dollar épargné qui part d'ici,